

ALFI PAGE 19 / MICROSOFT PAGE 21 / HR ONE PAGE 22 / HARLEQUIN PAGE 23 / NH HOTELES PAGE 24

Pour une économie plus solidaire

Lancement de la plate-forme Ecosolux



Photo: Pierre Matgé

«Le 24 novembre 2011, un plan d'action concret sera présenté pour mieux agir en faveur du bien-être des citoyens», promet Romain Schneider (à droite), ministre délégué à l'Économie solidaire

Avec la création d'une plate-forme interactive et le lancement d'une réflexion visant à définir une série d'actions concrètes, le Luxembourg entend soutenir les acteurs de l'économie solidaire nationale. Sacrée ambition sur un parcours semé d'embûches mais on veut y croire.

FABRICE BARBIAN

La conférence organisée le 4 novembre dernier par le département de l'Économie solidaire du ministère de l'Économie et du commerce extérieur en partenariat avec le Centre de recherche public Henri Tudor et l'Institut européen pour l'économie solidaire (Inees) l'a confirmé, l'économie solidaire a beau afficher un siècle d'existence, notamment au Luxembourg, elle reste encore difficile à cerner. Certes, elle se caractérise par une démarche de solidarité, des décisions prises de façon démocratiques, une gestion indépendante sans oublier l'ambition partagée de développer une activité économique à des fins non capitalistiques mais sociales pour ne

pas dire sociétales. Mais l'économie solidaire recoupe tant de secteurs d'activités, de statuts et d'approches qu'il est difficile de lui coller une définition définitive. Difficile d'en mesurer aussi les plus-values micro-économiques (pour les membres ou les investisseurs d'une ou l'autre structure) ou macro-économiques (pour la société). Elles sont à la fois sociales, environnementales, politiques et citoyennes (dans le sens où chacun de nous peut peser à travers ses actes sur le système en place) et économiques même si contrairement à l'économie «classique», l'argent est considéré comme un moyen d'arriver à ses fins et non une finalité.

«En France 1 euro investi dans l'économie solidaire, c'est 3 euros de retombées en termes d'impôts ou de charges. De l'argent consommé sur place puisque cette économie n'est pas délocalisable», a souligné Laurent Fraise du Crida (Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie).

Même l'étude du Statec sur l'économie solidaire luxembourgeoise confirme la difficulté de cerner cette économie même si on y apprend que sur le territoire, entre les asbl, les mutuelles et autres fondations, l'économie sociale et solidaire représente 4% des entreprises et 6% des emplois. Des données à relativiser

puisque le Statec ne dispose pas de l'ensemble des informations (à cause de la diversité des formes organisationnelles) lui permettant d'établir une véritable photographie. Mais ces différents flous ne suffisent pas à remettre en cause un fait établi: l'économie solidaire est une réalité et ses bénéfices sont positifs. Il convient à ce titre de lui donner les moyens de se développer compte tenu de son intérêt pour pallier les déficits des États (ou en réparer les effets négatifs) mais aussi et surtout parce qu'elle confirme, au quotidien, qu'il est possible d'entreprendre, ensemble et autrement, pour le bien-être individuel et collectif. Et le Grand-Duché, au-delà de la nomination d'un ministre délégué à l'Économie solidaire en la personne de Romain Schneider, qui ne s'est d'ailleurs pas contenté d'un beau discours mais a assisté à l'ensemble des interventions de la journée, entend conforter la place de l'économie solidaire nationale.

Cela se traduit très concrètement par le lancement, ce jour, d'une plate-forme internet interactive appelée Ecosolux (www.ecosolux.lu) développée par le CRP Tudor en collaboration avec les principaux acteurs de l'économie solidaire au Luxembourg qui en ont déterminé la nomenclature. «Un site interactif qui va permettre aux associations

et aux entreprises de mieux se connaître et d'échanger et au grand public de s'informer» résume Laurence Johannsen du CRP Henri Tudor.

RENDEZ-VOUS DANS UN AN

Une plate-forme qui va également servir de tremplin. «Un premier pas vient d'être franchi. Mais au-delà de cette plate-forme et de sa cartographie des acteurs de l'économie solidaire, il s'agit aujourd'hui de mettre en place des groupes de travail autour de trois thématiques prioritaires: démontrer l'impact positif de l'économie solidaire au Luxembourg, mieux connaître et représenter ce secteur et identifier les ingrédients pour un cadre légal propice à son développement. L'objectif de cette stratégie est de mieux organiser l'économie solidaire de façon durable. Le 24 novembre 2011, un plan d'action concret sera présenté pour mieux agir en faveur du bien-être des citoyens», affirme Romain Schneider qui ne craint pas, ce faisant, de susciter de grandes attentes nécessitant, peut-être de nouveaux financements.

«Mon budget ne va pas augmenter mais on peut faire beaucoup pour l'économie solidaire en s'y prenant autrement», précise le ministre. Alors place aux actes...

BILLET



MARC FASSONE

Wall Street pourrait de nouveau faire la une des journaux dans la rubrique «faits divers». Les autorités américaines enquêtent, depuis trois ans, sur les pratiques de sociétés de conseil soupçonnées de favoriser les délits d'initié en monnayant des informations non publiques qu'ils recueillaient sur des sociétés cotées.

Des pratiques courantes au point que l'on puisse parler d'une «culture généralisée du délit d'initié». Voila qui devrait ternir la réputation de la finance américaine qui peine à se sortir des turbulences de 2008 et de 2009.

Au centre de l'affaire, on trouve des fonds spéculatifs et, une fois de plus, la banque Goldman Sachs. Banque déjà poursuivie pour avoir vendu des produits financiers adossés à des prêts hypothécaires risqués (les fameux subprimes) et mise en cause à de multiples reprises ces derniers mois, notamment pour son rôle dans la crise de la dette grecque.

Goldman Sachs, jusqu'alors considérée comme «too big to fail» va-t-elle survivre à ce nouveau scandale qui risque de faire d'elle le symbole de tout ce que la finance a de négatif?

ThiNK gLobal

AUDIT & COMPLIANCE
MOORE STEPHENS

Act LOCAL

a&c

www.audit-compliance.com

Indépendant et à taille humaine, a&c fait désormais partie de l'un des dix premiers réseaux internationaux de conseil et d'audit.